



«Si les USA voulaient vraiment une opération humanitaire au Venezuela, la population ne serait pas intentionnellement privée de l'accès aux médicaments et à la nourriture»

Par [Daniel Kovalik](#) et [Alex Anfruns](#)

Mondialisation.ca, 24 juillet 2019

[Investig'Action](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Dans son dernier livre sur le Venezuela, Daniel Kovalik, avocat et ami de longue date des peuples latino-américains de pays comme la Colombie et l'Amérique centrale, déchire le voile de la guerre de propagande : « La partie humanitaire de l'intervention n'est aujourd'hui plus qu'une feuille de vigne sur l'intention véritable et habituelle - le contrôle des ressources pétrolières d'un autre pays. » Pour en savoir plus sur les tenants et aboutissants du « [Plan pour renverser le Venezuela](#) », nous nous sommes entretenus avec M. Kovalik.

Alex Anfruns : Dans un chapitre de votre livre sur la naissance de la Révolution bolivarienne, vous pointez quelques chiffres historiques de la période prérévolutionnaire qui ont été dissimulés à l'opinion publique occidentale. Je cite un extrait : « Un rapport mentionne que la pauvreté critique a triplé, passant de 11% de la population en 1984 à 33% en 1991, ce qui signifie que seulement 57% des Vénézuéliens pouvaient se permettre plus d'un repas par jour. » Quelle conclusion devrions-nous tirer si nous comparons ces chiffres à la situation qui a prévalu au cours des 20 dernières années de gouvernement bolivarien ?

Daniel Kovalik : Certes, entre 1999, l'année où Hugo Chavez est devenu président, et 2015, le gouvernement a fait un excellent travail pour éradiquer la pauvreté et l'extrême pauvreté, pour construire des logements, donner une instruction gratuite aux enfants - ce qui inclut également un repas chaud quotidien, etc. C'était donc un élément essentiel de la Révolution bolivarienne. Le gouvernement s'est débattu après 2015 avec ces programmes sociaux en raison de la baisse des prix du pétrole -intentionnellement provoquée par l'Arabie saoudite et les États-Unis à partir de 2014 - et ensuite, à cause des sanctions imposées en 2015 et encore intensifiées depuis.

Mais malgré les sanctions, le gouvernement a fait des efforts immenses pour distribuer de la nourriture aux gens à travers le programme CLAP et il continue à construire des maisons pour la population. Il a construit 2.5 millions de logements. Les acquis de la révolution perdurent, mais les sanctions sont certainement en train de les réduire.

Vous soulignez également les droits que le gouvernement vénézuélien a restitués aux autochtones et aux afrodescendants, dont la majorité soutient la révolution.

Pourriez-vous faire une comparaison avec la situation de ces gens aux États-Unis et comment leurs droits spécifiques sont traités là-bas ?

Bon, on ne peut vraiment pas comparer, parce que les groupes autochtones aux États-Unis ont été traités d'une manière horrible. Depuis les premières années des États-Unis, les attaques contre les populations autochtones ne peuvent être décrites que comme un génocide. Il y a eu une violence génocidaire extrême à leur encontre. Et pourtant, à ce jour, il y a encore une pauvreté massive dans les populations autochtones de ce pays – le taux de suicide est énorme ; il y a des situations où les enfants indigènes sont arrachés à leurs familles à grande échelle. En vérité, les peuples autochtones ont été repoussés aux marges de la société, et ils y restent.

Au Venezuela, en revanche, le gouvernement a fait une immense tentative depuis la Révolution bolivarienne de 1999 pour inscrire les droits des peuples autochtones dans la Constitution, pas seulement reconnaître leurs langues mais effectivement les préserver. Il a fait des pieds et des mains pour créer des programmes afin de préserver les langues indigènes. Il a rendu des terres volées aux peuples autochtones.

Donc je veux dire que les différences entre les deux pays sont très étonnantes, et il en va de même pour les afrodescendants ! Ce pays (les États-Unis) a bien sûr été construit sur la traite des esclaves, ensuite il y a eu Jim Crow et la ségrégation légale, et encore aujourd'hui les Afro-Américains vivent beaucoup plus mal que le reste de la population en termes de pauvreté, de faim et d'accès aux services sociaux et aux infrastructures essentielles. Vous avez chez les Afro-Américains des taux de mortalité infantile élevés de manière disproportionnée. Et il y a l'énorme taux d'incarcération des Afro-Américains dans ce pays. La première chose à dire à ce propos est que les États-Unis ont le taux d'incarcération le plus élevé au monde – à la fois en chiffres absolus et en pourcentage de la population. Plus de 2.2 millions de gens dans ce pays sont incarcérés, et près de 40% d'entre eux sont des Afro-Américains même s'ils ne représentent qu'environ 14% de la population totale. Donc vous voyez, les Afro-Américains sont toujours très opprimés dans ce pays.

Et de nouveau, au Venezuela, la Révolution bolivarienne a rendu des terres aux afrodescendants, a reconnu leurs droits en tant que peuple, d'une manière qui n'avait vraiment jamais existé avant. C'est la raison pour laquelle les Afro-Vénézuéliens et les peuples autochtones soutiennent le gouvernement là-bas. Et bien sûr, il est logique é bien des égards que le gouvernement étasunien, qui opprime les autochtones et les afrodescendants, se soit rallié à l'élite blanche au Venezuela pour essayer de renverser le gouvernement.

L'ex-ambassadeur des États-Unis au Venezuela l'a récemment admis avec d'autres mots, expliquant pourquoi une intervention militaire traditionnelle ne pouvait pas être pratiquée au Venezuela contrairement au cas de la Libye, pour au moins deux raisons : l'absence de forces rebelles prêtes à renverser le gouvernement et l'état de l'opinion publique, pas encore assez unanimement opposée à Maduro. Cette « stratégie de l'effondrement » peut-elle bénéficier à l'opposition vénézuélienne d'une manière ou d'une autre ou est-ce plutôt une impasse politique ?

Évidemment, le but est de détruire l'économie vénézuélienne et d'en accuser le gouvernement vénézuélien, dans l'espoir de renverser ce dernier et d'amener l'opposition au pouvoir. Mais même l'opposition et Juan Guaido, bien qu'ils aient soutenu cette stratégie,

ont reconnu que si l'économie est détruite de façon irrémédiable – par des sanctions ou d'autres moyens – alors comment allaient-ils gouverner s'ils prennent le pouvoir ? Juan Guaido, par exemple, a demandé à Trump il y a quelques mois de lever les sanctions internationales qui empêchent le Venezuela d'obtenir de l'aide financière et des prêts. Il ne voulait pas voir l'économie frappée au point qu'il hérite d'un chaos s'il arrivait au pouvoir. Trump le lui a pourtant refusé.

Donc même l'opposition reconnaît que les dommages pourraient être trop graves et peut-être irréparables. En effet, nous voyons que les États-Unis imposent des sanctions si draconiennes sur ce pays qu'ils pourraient vraiment détruire l'économie d'une manière qui la rendrait presque impossible à réparer. Je ne pense pas que cette guerre économique parviendra à remplacer le gouvernement de Maduro, mais elle pourrait certainement détruire ce pays.

D'ailleurs, c'est l'objectif de rechange des États-Unis. Si on regarde les opérations américaines de changement de régime au fil des années, si les États-Unis sont incapables de renverser le gouvernement qu'ils veulent éliminer, ils accepteront, en guise d'alternative, de détruire le pays, tout simplement. Le Vietnam en est un bon exemple. Les États-Unis savaient à un moment donné qu'ils ne vaincraient pas les forces de libération nationale au Vietnam et ils ont donc simplement bombardé ce pays jusqu'à le faire revenir à l'âge de la pierre afin de ne rien lui laisser. Si nous regardons la Libye, la situation est similaire, au Venezuela et en Iran aussi. Les États-Unis se contenteraient de les détruire, ce qui est tout à fait choquant et obscène, et les gens devraient s'y opposer. Mais je pense que nous assistons à la mise en œuvre de cette stratégie.

Le gouvernement vénézuélien a nié qu'il y ait une « crise humanitaire ». Au contraire, l'opposition a utilisé ce concept à dessein, puisqu'il est lié à la norme onusienne de la « responsabilité de protéger », qui pourrait conduire à une intervention militaire. Dans quelle mesure les sanctions américaines affectent-elles le peuple vénézuélien ?

Le Center for Economic Policy Research a publié récemment un [rapport](#) co-écrit par Jeffrey Sachs, un économiste très respecté de l'Université Columbia. Les auteurs ont conclu qu'au moins 40 000 Vénézuéliens ont été tués par les sanctions depuis août 2017, lorsque Trump a imposé une série de sanctions très draconiennes qui ont coupé le Venezuela des marchés financiers internationaux. Donc ils ont pratiquement incapables d'obtenir des choses comme des médicaments contre le HIV, du matériel de dialyse, des médicaments pour des chimiothérapies et de la nourriture. Ce rapport conclut qu'à cause de cela, 40 000 autres personnes, ou plus, mourront cette année. Donc les sanctions ont été très dévastatrices pour les gens ici, ce qui évidemment met en évidence le mensonge selon lequel c'est une opération humanitaire. Si vous vouliez vraiment une opération humanitaire, vous ne couperiez pas intentionnellement les gens de l'accès aux médicaments et à la nourriture.

Alors comment le gouvernement vénézuélien a-t-il fait face aux sanctions pour protéger les droits de son peuple ?

La réponse du gouvernement a été le programme CLAP, dans le cadre duquel il achète surtout des aliments produits localement puis les fournit à très bas prix à ceux qui en ont besoin. Pendant longtemps, il n'y a fourni de la nourriture aux gens qu'une fois par mois, mais maintenant ils essaient de le faire tous les 15 jours pour être sûrs que les gens reçoivent de la nourriture. Le gouvernement essaie d'obtenir des médicaments sur les marchés de l'Est,

comme la Chine, la Russie, l'Iran, parce qu'il ne peut pas les avoir de l'Ouest. Et de nouveau, de manière incroyable, les États-Unis veulent sanctionner le programme CLAP qui fournit de la nourriture aux gens. C'est donc une tentative évidente d'affamer la population. L'espoir des États-Unis est que les Vénézuéliens se mettent à crier pour appeler l'oncle (spécifiquement Oncle Sam) à l'aide et renversent le gouvernement. C'est une forme de terrorisme, claire et simple !

Quelques personnes ont dénoncé la manière dont le public occidental a été désinformé par la propagande en faveur d'un coup d'État pendant la première moitié de cette année. Pensez-vous que le débat sur les questions étrangères dans l'opinion publique américaine va évoluer, en particulier maintenant qu'un dialogue se met en place entre le gouvernement vénézuélien et l'opposition ?

Je ne peux parler que de ce qui se passe aux États-Unis, et aux États-Unis la presse est très partielle dans sa couverture du Venezuela. Elle couvre à peine les négociations qui ont eu lieu entre le gouvernement et l'opposition. Lorsqu'il est devenu évident que Juan Guaidó ne réussirait pas à renverser le gouvernement, la presse a seulement cessé de couvrir le Venezuela comme elle le faisait auparavant. Au lieu d'essayer de traiter la situation d'une manière honnête, et de reconsidérer si ce stratagème de soutien à Guaidó était juste au départ, les médias ont passé à autre chose. Le fait est qu'il serait difficile pour la plupart des Américains de ressentir le besoin de réévaluer la situation parce qu'on ne leur donne aucune information ou aucune raison de repenser ce qui se passe là-bas.

Dans les années 2000, vous avez eu une riche expérience dans la défense de syndicalistes colombiens - il y a un film documentaire qui en parle. Actuellement, nous apprenons quotidiennement les meurtres de dirigeants sociaux, mais il semble que cette question ne soit pas assez importante pour faire les grands titres...

C'est un autre point que je mentionne dans le livre : si on regarde la Colombie, qui est juste à côté du Venezuela, il y a un nombre record de dirigeants sociaux assassinés, y compris des syndicalistes. Cette année a été terrible pour eux, plus de 150 dirigeants de mouvements sociaux ont été tués l'an dernier, et ce nombre est vraiment en hausse. Il y a des déplacements massifs de populations. La Colombie a le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur sur la terre, environ 8 millions. Et de manière disproportionnée, les déplacés sont des Afro-Colombiens et des autochtones. Donc il y a un bilan terrible en matière de droits de l'homme en Colombie, mais de nouveau, la presse n'en parle pas.

La presse chuchote à peine quelque chose à propos de la Colombie. Donc les gens ne comprennent pas ce qu'est la réalité de la Colombie, en particulier comparée à celle du Venezuela. L'autre chose dont les médias ne parlent pas est le fait que 5.8 millions de Colombiens vivent au Venezuela. Il y a eu une migration massive dans l'autre sens, de la Colombie au Venezuela, ce dont on n'a pas parlé. Du coup, les gens sont amenés à croire que le Venezuela est un pays particulièrement troublé dans la région alors que c'est loin de la vérité.

À votre avis, quelle est l'importance de ce pays pour les États-Unis et quelle est votre opinion sur l'avenir de l'accord de paix colombien ?

Le gouvernement n'a jamais respecté sérieusement l'accord de paix. Cent trente anciens

combattants des FARC ont été assassinés. Le gouvernement n'a jamais arrêté les paramilitaires comme c'était demandé dans l'accord de paix. Donc cet accord est mort, c'est un fait. La Colombie est la tête de pont des États-Unis en Amérique du Sud. Les États-Unis opèrent depuis au moins sept bases militaires ici, leurs opérations de changement de régime pour le Venezuela sont en grande partie organisées depuis la Colombie. Certaines personnes disent que la Colombie est l'Israël de l'Amérique du Sud, le suppléant des États-Unis en Amérique du Sud. C'est pourquoi les États-Unis sont si protecteurs avec la Colombie et lui accordent tant d'aide militaire, parce que c'est de là qu'ils projettent leur puissance.

Traduit par Diane Gilliard pour [Le Journal Notre Amérique](#)

La source originale de cet article est [Investig'Action](#)

Copyright © [Daniel Kovalik](#) et [Alex Anfruns](#), [Investig'Action](#), 2019

Articles Par : [Daniel Kovalik](#)
et [Alex Anfruns](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca